

soir dans son quartier. Le corps de mon voisin et de sa femme sont là dans le caniveau. Devant la maison. Les Hutus sont venus une fois ici et m'ont dit qu'ils reviendraient ce soir. Nous attendons notre exécution. Nous sommes perdus.» Les petits groupes qui parviennent à se cacher attendent avec terreur leur tour n'espérant plus qu'une entrée dans la ville des rebelles du FPR, le Front patriotique rwandais, à majorité tutsi.

Epouse d'un ex-ministre de Habyarimana, une jeune femme accompagnée de ses cinq filles s'est réfugiée à l'hôtel des Mille Collines. «Je suis moi-même hutu, mais ils n'ont pas voulu me croire. Même lorsque mon fils a montré une photo de lui en compagnie du Président, ils ont prétendu que j'étais tutsi. Nous avons trouvé refuge ailleurs, mais ils sont revenus et ont tué les deux familles qui étaient avec nous. Ils ont tiré trois balles dans le cœur des hôtes.»

Soupçonnés d'être soit trop proches de l'opposition, soit trop proches des Tutsis, beaucoup de Hutus du Sud sont liquidés par leurs voisins du Nord.

L'ampleur du massacre est impossible à chiffrer avec exactitude. A l'hôpital central de Kigali, où pourrissent depuis trois jours près de 400 cadavres, il a fallu entasser les corps mutilés dans la cour. Dimanche matin, une mère nous a désigné son fils, encore vivant, enseveli par erreur et dans la panique sous la pile de cadavres. Difficile extraction pour réussir enfin à l'amener au bloc opératoire. Hier matin toujours, l'armée est entrée dans l'hôpital et a sorti des blessés, à coups de crosses. Sept d'entre eux ont été exécutés sur-le-champ. Les médecins européens, exténués, tentent d'évacuer l'hôpital central et de le déplacer. Au regard de ces exactions, la peur des Européens, qui ont pour la plupart évacué la ville hier (lire ci-contre), semble un peu dérisoire. Mais les scènes d'adieu sont déchirantes, particulièrement chez les Belges. Avec des amis de longue date, tutsis pour la plupart, qu'il est impossible d'emmener avec soi.

Les maisons des expatriés sont aujourd'hui désertes, encore pleine d'un futur butin, meubles, vêtements, électronique, laissé sur place. Les 2.500 soldats de l'ONU sont invisibles, restés dans leur quartier. Dimanche après-midi, un long convoi d'une centaine de voitures, bourrées de Canadiens, d'Allemands, d'Américains, s'est ébranlé sous escorte vers Bujumbura, capitale du Burundi. Le matin et l'après-midi, les Français ont été évacués par avion. Quelques minutes après, les bombardements d'artillerie lourde et les rafales ont repris aux portes de la ville, sans qu'il soit possible de savoir si les rebelles du FPR arrivent en force pour prendre la ville ou s'il ne s'agit que de combats avec les forces rebelles ayant évacué la capitale. Les contacts radio avec l'extérieur donnent à penser qu'ils sont à quinze kilomètres de la capitale. Mais avant qu'ils ne s'emparent de la ville, pour autant qu'ils le puissent, le génocide des Tutsis de Kigali aura probablement eu lieu. Le CICR, dans ses estimations les plus prudentes, affirme que le nombre des victimes dépasserait à ce jour 10 000 morts dans la capitale.

Jean-Philippe CÉPPI

● Le ministère des Affaires étrangères, qui a mis en place «une cellule de contact avec les familles» françaises au Rwanda, communique un nouveau numéro de téléphone pour la joindre. Il s'agit du 16 (1) 45.50.34.60 qui s'ajoute aux numéros suivants: 40.63.31.31, 40.63.31.57, 40.63.31.64.

Les étrangers évacués

525 Français et des centaines de ressortissants étrangers ont été évacués vers le Centrafrique et le Burundi.

Des combats à l'arme lourde ont éclaté hier après-midi à la périphérie de Kigali, derrière l'hôtel Méridien, a rapporté le CICR installé dans la capitale. De colline en colline, des combats au mortier, à la grenade et aux armes automatiques continuaient hier soir d'opposer les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR, la rébellion de la minorité tutsi) à l'armée. Dans l'après-midi, le chef des Casques bleus belges déployés à Kigali avait pourtant fait état d'un cessez-le-feu «pour l'instant respecté». Une accalmie très relative, qui a permis l'évacuation de 525 Français et de centaines d'autres ressortissants étrangers du Rwanda.

Rassemblés à l'ambassade de France, l'école ou le centre culturel français, les candidats au départ ont été conduits par camions à l'aéroport, sous protection de militaires français. Cinq avions Transall les ont ensuite évacués vers Bangui (Centrafrique) ou Bujumbura, la capitale du Burundi voisin, d'où ils devaient gagner la France. Hier, le ministre de la Coopération, Michel Roussin, espérait que l'essentiel des quelque 600 Français établis au Rwanda aurait quitté le pays, s'ils le souhaitent. Les militaires français se sont aussi chargés d'évacuer une douzaine de parents du président rwandais dont la mort mercredi a marqué le début des massacres.

Les quelque 1 500 Belges, 350 Allemands, 255 Américains ou 198 Italiens recensés au Rwanda ont également quitté en masse le pays ce week-end, par la route ou par avion. Après avoir autorisé dès samedi les avions français à utiliser l'aéroport de Kigali, les membres de la garde présidentielle, qui contrôlent les pistes, ont accepté dimanche après-midi que des avions belges s'y posent aussi pour accélérer le rapatriement de leurs ressortissants.

Les 460 militaires français dépêchés au Rwanda, de même que les troupes de l'ancienne puissance coloniale belge, ne sont tolérés que le temps des opérations d'évacuation de leurs ressortissants, a insisté ce week-end le Front patriotique rwandais. Ces évacuations ne devraient pas durer «plus de dix ou douze heures» a estimé un représentant à New York du FPR, prévenant qu'au-delà de ce «temps raisonnable» la présence militaire occidentale serait considérée comme «hostile». «Il ne faut pas se retrouver dans la situation de 1990 (après un assaut du FPR, parti de l'Ouganda voisin, ndr), lorsque la France avait aussi engagé une opération d'évacuation de ses ressortissants puis était restée trois ans au Rwanda», ajoutait hier le représentant du FPR à Bruxelles, James Rwego.

«Nous ne sommes pas là pour faire la guerre à quiconque», a répondu hier le ministre de la Défense, François Léotard, assurant, comme le FPR le demande, que l'envoi ce week-end de renforts français au Rwanda n'est qu'une «opération ponctuelle», en attendant que les «opérations d'évacuation puissent être terminées». Une fois achevée l'évacuation des Français, les militaires tricolores pourraient aussi se charger du rapatriement de ressortissants belges et d'autres pays européens, ajoutait-on toutefois de source militaire française. S. Etr (avec AFP et Reuter)

Quatre questions autour d'un massacre

La rivalité entre les Hutus, l'ethnie majoritaire, et les Tutsis, amplifiée par la colonisation, n'a pas eu les mêmes effets au Rwanda et au Burundi.

Peuplés tous les deux, à peu près dans les mêmes proportions, de Hutus largement majoritaires et d'une minorité tutsi (10 à 20% de la population), le Rwanda et le Burundi ont été le théâtre d'effroyables tueries depuis des décennies.

Explications:

Est-ce un conflit ethnique ancien? Il s'agit, à la fois, d'un conflit historique et d'une mystique raciale plaquée sur des réalités concrètes du temps de la colonisation. Si, en effet, les Tutsis ont historiquement envahi et conquis ces deux pays montagneux aux rives des grands lacs, la soumission des Hutus n'a pas empêché l'éclatement d'une culture nationale. Les membres des deux ethnies parlent la même langue et partagent, peu ou prou, les mêmes coutumes. Cependant, la colonisation a amplifié leurs différences raciales, interprétant dans le langage de l'époque — la «haute stature fibreuse du guerrier tutsi» comme l'attribut d'un «surhomme», tandis que le paysan hutu «trapu et lent» serait, pour ainsi dire phylogénétiquement, condamné au dur travail de la terre au profit de son suzerain. Cette polarisation ethnique, qui constitue en fait une «histoire réinventée» par l'homme blanc, a été léguée aux deux pays à leur accession à l'indépendance en 1962. Avec une différence: par une révolte quatre ans plus tôt, la majorité hutu au Rwanda s'était affranchie du «joug féodal» de la minorité tutsi, alors qu'au Burundi voisin, par la force des armes, les Tutsis sont restés au pouvoir jusqu'aux premières élections démocratiques, l'an dernier.

Est-ce un conflit ethnique ou politique?

L'opposition entre les deux termes cache davantage la réalité qu'elle ne la révèle car, en Afrique, l'appartenance ethnique constitue une «solidarité primaire» qui, souvent, se confond avec des affiliations partisans. Pour autant, il est erroné de ramener tout affrontement entre Hutus et Tutsis à une «tuerie tribale», énième manifestation d'une haine atavique dont les raisons se perdraient dans la nuit des temps. De fait, les trois journées sanglantes qui ont vu vivre le Rwanda démontrent qu'au milieu de pillages et de toutes sortes de règlements de comptes, la violence est ciblée — sans égard pour leur appartenance «tribale» — contre les partisans d'un partage du pouvoir avec la minorité tutsi. C'est ainsi que plusieurs ministres et dignitaires hutus, favorables à l'intégration des Tutsis au sein d'un gouvernement national, ont été recherchés et abattus dans leurs maisons. Ces assassinats politiques ont été perpétrés par la garde présidentielle rwandaise, à 100% hutu, l'un des principaux bénéficiaires du régime d'exclusion. Craignant de perdre ses privilèges après la mort du président rwandais, Habyarimana, et d'être poursuivie pour les massacres de civils commis à son instigation, la garde présidentielle a cédé à une rage d'extermination envers des Tutsis minoritaires autant que vis-à-

vis de l'élite hutu, favorable à l'ouverture démocratique du régime.

Que représente, sur le plan politique et militaire, le Front patriotique rwandais (FPR)?

Il y a deux ans, à partir de l'Ouganda voisin où est installée une partie de la diaspora tutsi forte, au total, de plusieurs centaines de milliers de personnes, le FPR a porté la guerre au Rwanda. Très bien organisé, financé par la communauté tutsi en exil, le FPR dispose d'environ 20 000 combattants. Ceux-ci, tout comme son état-major, se recrutent pour l'essentiel parmi les Tutsis, même si certains dignitaires écartés du régime à Kigali ont rejoint le front. Stoppé aux abords de la capitale rwandaise par une intervention militaire française en 1990, le FPR a par la suite accepté de négocier, avant la tenue d'élections générales, son association au pouvoir pendant une période de transition. De laborieuses tractations ont abouti, en août dernier, à la signature de l'accord d'Arusha. Censé être mis en application sous le contrôle d'un contingent des Nations unies, cet échec avait pris beaucoup de retard, dû à l'obstruction du président défunt. Pour sa part, le FPR s'était conformé au plan de transition, en cantonnant toutes ses troupes au nord du pays, à l'exception d'un bataillon de 600 hommes stationnés dans la capitale.

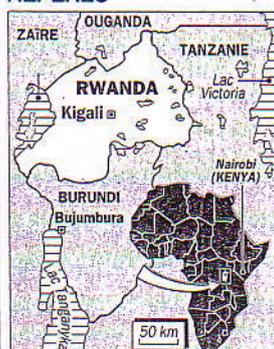
Pourquoi la mort des présidents rwandais et burundais a-t-elle mis au bord de la guerre civile le Rwanda et non le Burundi voisin?

Sans préjuger d'éventuelles retombées violentes au Burundi, ce sont les situations politiques respectives qui expliquent cette différence. Au Rwanda, dix-sept années de dictature militaire, ponctuées de massacres commandités par des proches du Président, ont semé la violence tout en fragilisant la majorité supposée «naturelle»: celle des Hutus. Car, en définitive, la rivalité factionnelle, par exemple entre Hutus du Sud et ceux du Nord, a miné le régime, l'emportant sur l'antagonisme tribal. La preuve: selon tous les indices disponibles à présent, c'est une faction de l'armée rwandaise qui, jeudi, aurait abattu en plein vol l'avion présidentiel.

Au Burundi, la dictature de la minorité tutsi s'est, au contraire, achevée par une transition pacifique sous forme de démocratisation: l'adoption du multipartisme par référendum, en mars 1992, puis l'élection d'un président hutu, Melchior Ndadaye, en juillet dernier. C'est seulement par la suite que les militaires tutsis ont tenté d'arrêter le processus historique par la violence: par un putsch sanglant, en octobre dernier, qui a coûté la vie au Président et à une demi-douzaine de ses collaborateurs, s'accompagnant dans l'ensemble du pays de règlements de comptes qui auraient fait 25 000 morts. Non sans difficultés, au début de l'année, un successeur hutu, Cyprien Ntaryamira, a été désigné comme nouveau Président. Sa mort, jeudi, a de nouveau ouvert à Bujumbura la lutte pour le pouvoir.

Stephen SMITH (à Johannesburg)

REPÈRES



LE RWANDA

Pays enclavé de 26 336 km² en Afrique centrale.

- **Population.** 7,1 millions d'habitants (234 500 à Kigali, la capitale), dont plus de 90% de l'ethnie hutu.
- **Religion.** Chrétiens (65%), animistes (20%), musulmans (9%).
- **Histoire.** Ancien Etat monarchique colonisé par l'Allemagne en 1898, sous mandat belge avec le Burundi à partir de 1922. Indépendant depuis le 1^{er} juillet 1962. Grégoire Kayibanda, le premier président de la République, sera renversé le 5 juillet 1973 par le général Juvénal Habyarimana. Après dix-sept ans de régime de parti unique, le multipartisme a été instauré le 10 juin 1991. Fin décembre 1991, neuf partis politiques ont été reconnus.
- **Chronologie.** Le Rwanda est depuis une trentaine d'années le théâtre de massacres interethniques entre Hutus (majoritaires) et Tutsis.
- **En novembre 1959,** la rivalité historique entre les deux principales ethnies éclate: les paysans hutus se révoltent contre leurs anciens seigneurs féodaux tutsis, dont plusieurs milliers sont massacrés.
- **Fin 1963,** un an et demi après l'indépendance et l'accession au pouvoir des Hutus, des Tutsis commencent une guérilla. La répression fera entre 10 et 20 000 morts chez les Tutsis. Plus de 100 000 fuiront au Burundi.
- **En octobre 1990,** 1 500 rebelles tutsis du Front patriotique rwandais (FPR) passent à l'offensive. C'est le début de la guerre civile. Des milliers de Tutsis seront massacrés de façon systématique par l'armée.
- **Le 4 août 1993,** accord d'Arusha (Tanzanie) entre le gouvernement et le FPR qui prévoit la mise en place d'un gouvernement transitoire et le déploiement d'une force internationale.
- **Le 6 avril 1994,** les présidents rwandais et burundais périssent à bord d'un Mystère-Falcon 50, apparemment touché à l'atterrissage à Kigali par une ou plusieurs roquettes. Un gouvernement intérimaire est formé de ministres opposés à un partage du pouvoir avec les Tutsis. Mécontent, le FPR fait marcher ses troupes sur la capitale.
- **Le 7 avril,** les massacres commencent dans la capitale. Le Premier ministre tutsi, Agathe Uwilingiyimana, est assassiné. Les dix Casques bleus belges, qui assuraient sa protection, sont tués.
- **Le 9 avril,** arrivée de 191 parachutistes français, ainsi que plusieurs centaines de parachutistes belges.